

# SITUATION ALIMENTAIRE ET PERSPECTIVES DE RÉCOLTES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

No. 2

Août 2002



*Pays affectés par des situations d'urgence alimentaire exceptionnelles:  
Angola, Burundi, Congo, Rép dém du, République du Congo; Érythrée, Éthiopie, Guinée, Kenya, Lesotho, Libéria,  
Malawi, Mauritanie, Mozambique, Ouganda, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe*



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

## INTRODUCTION

Ce document est le second d'une série de trois rapports annuels établis par le Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR) de la FAO sur la situation des approvisionnements alimentaires et les besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire pour l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne. Il vise à fournir aux gouvernements, aux organisations internationales et autres organismes chargés d'opérations de secours, les analyses et les informations les plus récentes sur la situation alimentaire de ces pays.

La première partie traite de la crise alimentaire en Afrique australe, qui touche notamment le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe ainsi que le Lesotho, la Namibie, le Swaziland et les provinces méridionales du Mozambique, du fait de deux années consécutives de mauvaises récoltes céréalières. Elle indique les prévisions de récoltes peu encourageantes dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Est et dans les régions occidentales du Sahel résultant de longues périodes de sécheresse préjudiciables à l'agriculture et à l'élevage, ce qui laisse peser de lourdes incertitudes sur les perspectives alimentaires pour 2002/03. Elle attire également l'attention sur la précarité de la situation alimentaire dans certains pays de la région des Grands Lacs, en particulier en République démocratique du Congo, victime de la guerre civile, ainsi que sur le besoin de continuer à fournir des secours alimentaires en Angola, en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, en raison des déplacements de populations, de la présence de réfugiés et de l'insécurité.

La deuxième partie comporte une évaluation des perspectives de récoltes et de la situation des approvisionnements alimentaires par sous-région et présente les dernières estimations des besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire des quatre sous-régions de l'Afrique subsaharienne.

La troisième partie présente, pays par pays, les analyses et les informations les plus récentes sur les perspectives de récoltes et la situation des approvisionnements alimentaires. L'information sur les annonces d'aide alimentaire (opérations triangulaires et achats locaux compris) ainsi que sur les livraisons prévues est fondée sur les données transmises au SMIAR fin juillet 2002 par les donateurs suivants: Allemagne, Australie, Belgique, Canada, CE, Chine, Danemark, États-Unis, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse ainsi que par le Programme alimentaire mondial.

<b>PAYS EN SITUATION D'URGENCE ALIMENTAIRE EXCEPTIONNELLE (Total: 21 pays)</b>	
<b><u>Pays</u></b>	<b><u>Motifs de la situation d'urgence</u></b>
<b>Angola</b>	Troubles intérieurs, personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI)
<b>Burundi</b>	Troubles intérieurs et insécurité
<b>Congo, Rép. dém. du</b>	Troubles intérieurs, PDI et réfugiés
<b>Congo, Rép. du</b>	Troubles intérieurs
<b>Érythrée</b>	PDI, rapatriés et sécheresse
<b>Éthiopie</b>	Sécheresse, PDI
<b>Guinée</b>	PDI et réfugiés
<b>Kenya</b>	Sécheresse dans certaines régions
<b>Lesotho</b>	Sécheresse dans certaines régions
<b>Libéria</b>	Troubles intérieurs, PDI
<b>Malawi</b>	Sécheresse dans certaines régions
<b>Mauritanie</b>	Pénuries d'eau d'irrigation
<b>Mozambique</b>	Sécheresse dans certaines régions
<b>Ouganda</b>	Troubles intérieurs dans certaines régions, PDI
<b>Sierra Leone</b>	Troubles intérieurs, PDI
<b>Somalie</b>	Sécheresse, troubles intérieurs
<b>Soudan</b>	Troubles intérieurs dans le Sud, sécheresse
<b>Swaziland</b>	Sécheresse dans certaines régions
<b>Tanzanie</b>	Insuffisance des précipitations dans certaines régions, réfugiés
<b>Zambie</b>	Sécheresse et inondations dans certaines régions
<b>Zimbabwe</b>	Sécheresse, perturbation des travaux agricoles

*La situation pouvant évoluer rapidement, les informations publiées dans ce rapport ne correspondent pas nécessairement aux données les plus récentes. Prière de s'adresser, pour tout complément d'information ou toute rectification, au Chef du Service mondial d'information et d'alerte rapide (ESCG), FAO, Rome (Télécopie: 39-06-5705-4495, Courrier électronique: GIEWS1@FAO.ORG).*

*Ce rapport peut être consulté sur Internet à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/giews/>*

## FAITS SAILLANTS

**En Afrique australe, près de 13 millions de personnes ont besoin de secours alimentaires** pendant la campagne de commercialisation 2002/03 (avril/mars), de mauvaises récoltes ayant été engrangées pendant deux années consécutives au Zimbabwe, en Zambie, au Malawi, au Mozambique, au Lesotho et au Swaziland. Une longue vague de sécheresse au cours de la période de végétation de 2001/02 et l'excès de précipitations dans certains secteurs ont dévasté les récoltes dans d'importantes régions de production. Au Zimbabwe, la réduction des semis effectués par les grandes exploitations agricoles en raison des activités liées à la réforme foncière a aggravé la situation. La production de maïs dans la sous-région a fortement baissé, s'établissant à moins d'un quart du volume de l'an dernier au Zimbabwe, à moins d'un tiers au Lesotho et à peine plus de la moitié au Malawi, en Zambie et au Swaziland. Les disponibilités de maïs ont également diminué, du fait de l'épuisement des stocks détenus par le gouvernement et par les agriculteurs suite à la faiblesse des récoltes céréalières de 2001. Le retard et l'insuffisance des importations durant la dernière campagne de commercialisation ont provoqué de graves pénuries alimentaires et des augmentations de prix sans précédent. Les expédients dont disposent les populations vulnérables dans la sous-région ont été quasiment épuisés. Fin juin, la FAO et le PAM ont conjointement approuvé une opération régionale d'urgence, d'une enveloppe de 507,3 millions de dollars E.-U., en vue de distribuer des secours alimentaires à quelque 10,3 millions de personnes, soit 80 pour cent de la population touchée, jusqu'à la prochaine récolte principale qui se déroulera à partir d'avril 2003. Toutefois, début août, 24 pour cent seulement des ressources avaient été mobilisées. Les donateurs sont instamment priés de prendre des engagements pour fournir l'aide alimentaire et le soutien financier dont l'Afrique australe a un besoin critique afin de prévenir une crise humanitaire de grande envergure. Il est également urgent de fournir des intrants agricoles. Face aux besoins du Malawi, du Lesotho, du Swaziland, de la Zambie et du Zimbabwe que la FAO a estimés à 25 millions de dollars E.-U., les contributions annoncées à la mi-août ne couvraient que 26 pour cent de ce montant. Il faut donc réunir de nouvelles contributions avant la prochaine époque des semis qui débutera en octobre.

**En Afrique de l'Est, l'insuffisance des pluies saisonnières diminue les perspectives alimentaires dans plusieurs pays.** En Érythrée, les perspectives de récoltes sont pessimistes, du fait de l'échec complet de la saison des courtes pluies (azmera), de mars à mai. La sécheresse a également persisté au cours des mois de juin et juillet – époque importante pour les semis – ce qui suscite de graves préoccupations sur l'avenir de la sécurité alimentaire du pays. À l'heure actuelle, plus d'un million de personnes auraient besoin de secours. De même, en Éthiopie, la sécheresse a provoqué la perte d'une grande partie du cheptel, notamment dans les régions d'élevage de l'est et du nord-est ; d'après les estimations, plus de huit millions de personnes auraient besoin d'une aide. Au Kenya, l'insuffisance des précipitations dans certaines régions et l'arrêt précoce des pluies lors de la campagne principale ailleurs ont assombri les perspectives de récoltes optimistes et soulevé de vives préoccupations pour les perspectives des approvisionnements alimentaires. En dépit du meilleur état des pâturages dans certaines régions d'élevage, l'insécurité alimentaire persiste dans plusieurs districts. Près de 1,3 million de personnes seraient tributaires d'une aide alimentaire. En Somalie, malgré les prévisions favorables de la campagne principale (gu), des taux de malnutrition élevés ont été relevés dans plusieurs zones, conséquence de l'amenuisement des moyens d'existence engendré par plusieurs sécheresses et par les effets à long terme d'années d'insécurité. La recrudescence du conflit, en particulier aux alentours de Baidoa, dans le nord-est de la Somalie (Puntland) et à Mogadishu, a contraint un grand nombre de personnes à se déplacer et désorganisé les livraisons d'aide alimentaire aux groupes vulnérables. En Tanzanie et en Ouganda, la situation globale des approvisionnements alimentaires est satisfaisante. L'escalade du conflit dans le nord de l'Ouganda a toutefois entraîné le déplacement de nombreuses personnes, qui viennent s'ajouter à plus de 1,5 million de personnes déplacées, de réfugiés et autres populations vulnérables, déjà tributaires de l'aide alimentaire.

**Dans la région des Grands Lacs,** la situation des disponibilités alimentaires s'est améliorée au Rwanda et au Burundi, du fait des bons résultats de la seconde campagne de 2002. En revanche, la situation alimentaire et nutritionnelle est extrêmement préoccupante en République démocratique du Congo. La persistance des troubles intérieurs continue à déplacer un très grand nombre de personnes, aujourd'hui estimé à 2 millions, dont la situation alimentaire est extrêmement grave car l'insécurité ne permet pas de distribuer les secours nécessaires. La situation des approvisionnements alimentaires est également inquiétante à Kinshasa, les disponibilités étant très insuffisantes par rapport aux besoins.

**En Afrique de l'Ouest, la sécheresse a fortement nui aux cultures dans certains pays,** notamment en Gambie, en Guinée-Bissau, en Mauritanie et au Sénégal. Au Cap-Vert, les perspectives de maïs, d'ordinaire semé à partir de juillet, sont peu favorables, compte tenu du retard des pluies. Par contre, les conditions

de végétation se sont améliorées dans les zones du centre et de l'est du Sahel grâce à une plus grande abondance et à une meilleure répartition des pluies dans la majeure partie des régions agricoles du Burkina Faso, du Tchad, du Mali et du Niger. Au Libéria, le déroulement des travaux agricoles a été perturbé par la reprise du conflit et la production rizicole devrait donc diminuer cette année. La Sierra Leone et la Guinée sont encore fortement tributaires de l'aide alimentaire fournie par la communauté internationale, du fait du grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays et de la présence de réfugiés.

**Les besoins d'importations céréalières en Afrique subsaharienne devraient augmenter en 2002/03,** compte tenu du repli considérable de la production en Afrique australe et des prévisions de récoltes réduites en Afrique de l'Est.

## TABLE DES MATIÈRES

Page

<b>Introduction</b> .....	ii
<b>Faits saillants</b> .....	iii
<b>Table des matières</b> .....	v
<b>Première partie : Vue d'ensemble</b> .....	1
- La situation alimentaire en Afrique Australe suscite de vives inquiétudes .....	1
- Les perspectives de récoltes et d'approvisionnements alimentaires se dégradent dans certaines régions d'Afrique de l'Est .....	3
- La situation des approvisionnements alimentaires s'améliore dans la région des Grands Lacs, mais des difficultés subsistent en République démocratique du Congo .....	4
- En Afrique de l'Ouest, les perspectives de récoltes se sont détériorées dans certaines zones en raison d'une longue période de sécheresse .....	4
- Le point sur les annonces et les livraisons d'aide alimentaire .....	5
- Domaines d'intervention prioritaires .....	6
<b>Deuxième partie : Situation par sous-région</b> .....	7
Encadré - Situation concernant les acridiens .....	9
Tableau 1 - Importations céréalières et besoins d'aide alimentaire en Afrique subsaharienne pour les pays dont la campagne commerciale 2002/03 a déjà commencé .....	10
Tableau 2 - Importations céréalières et besoins d'aide alimentaire en Afrique subsaharienne en 2001/02 ou 2002 .....	11
Tableau 3 - Utilisation des excédents céréaliers en Afrique subsaharienne en 2001/02 ou 2002 .....	12
Tableau 4 - Opérations triangulaires en Afrique subsaharienne en 2001/02 ou 2002 .....	13
Tableau 5 - Achats locaux en Afrique subsaharienne en 2001/02 ou 2002 .....	14
Tableau 6 - Excédents céréaliers exportables et besoins d'achats locaux en Afrique subsaharienne .....	14
Tableau 7 - Contributions d'aide alimentaire en céréales et opérations triangulaires et achats locaux au bénéfice de l'Afrique subsaharienne pour 2001/02 ou 2002. Situation fin juillet 2002 .....	15
Tableau 8 - Contributions d'aide alimentaire pour l'Afrique subsaharienne en 2001/02 ou 2002, par donateur et bénéficiaire .....	16
<b>Terminologie</b> .....	18



## PREMIÈRE PARTIE : VUE D'ENSEMBLE

La situation alimentaire en Afrique subsaharienne en 2002/03 suscite de vives inquiétudes. En Afrique australe, une forte baisse de la production de maïs pour la seconde année consécutive a conduit un grand nombre de personnes au seuil de la famine, tandis qu'en Afrique de l'Est et de l'Ouest, les perspectives ne sont peu encourageantes en raison de l'insuffisance et de l'irrégularité des pluies. Les besoins d'importations céréalières en Afrique subsaharienne en 2002/03 devraient donc être supérieurs à la moyenne. Afin de conjurer une crise, la communauté internationale devra toutefois augmenter l'aide alimentaire qu'elle fournit car ces pays ont une capacité d'importation réduite du fait de la baisse des prix internationaux de leurs exportations.

### LA SITUATION ALIMENTAIRE EN AFRIQUE AUSTRALE SUSCITE DE VIVES INQUIÉTODES

En Afrique australe, suite à deux années consécutives de mauvaises récoltes céréalières, près de 13 millions de personnes ont besoin de secours alimentaires d'urgence jusqu'à la prochaine récolte, en avril 2003.

Au **Zimbabwe**, la situation alimentaire et nutritionnelle est très préoccupante, du fait de la réduction considérable de la production céréalière enregistrée au cours des deux dernières années et de la crise économique qui touche l'ensemble du pays. Des pénuries de maïs, denrée de base, ont été signalées, notamment dans les campagnes. Selon une récente évaluation du gouvernement et de l'UNICEF, l'état nutritionnel des enfants, en zones rurales principalement, s'est dégradé. L'étude montre que sur 19 des 24 districts évalués, le taux de malnutrition avancée dépassait 10 pour cent. Dans les villes, le manque de pain, utilisé pour remplacer la farine de maïs devenue rare, a aggravé la situation alimentaire et engendré une hausse des prix sur le marché parallèle. Dans l'ensemble, le niveau d'inflation élevé continue à limiter l'accès des ménages appauvris aux articles alimentaires et non alimentaires. Les perspectives concernant l'agriculture et l'élevage sont également pessimistes pour 2002/03, les travaux agricoles étant désorganisés sur les grandes exploitations commerciales.

En mai, une mission FAO/PAM a estimé que le déficit de maïs s'établirait à 1,7 million de tonnes, y compris 705 000 tonnes de secours alimentaires d'urgence à distribuer à environ 6 millions de personnes particulièrement vulnérables, soit presque la moitié de la population. Le gouvernement, qui monopolise le commerce des céréales, a prévu d'importer du maïs par voie commerciale mais les livraisons arrivent lentement et totalisent moins de 200 000 tonnes depuis le début de la campagne de commercialisation en mai. Les contributions d'aide alimentaire restent également bien inférieures aux besoins. De nouveaux engagements doivent être pris d'urgence pour éviter que la situation alimentaire ne se dégrade davantage. Il faut également fournir des intrants agricoles pour que les familles d'agriculteurs, victimes de la sécheresse, puissent relancer la production lors de la prochaine époque principale des semis qui débutera à partir d'octobre 2002.

Au **Malawi**, la situation des approvisionnements alimentaires continue à être préoccupante, du fait de deux années consécutives de maigres récoltes céréalières. Plus tôt cette année, de graves pénuries alimentaires ont entraîné la famine dans certaines régions du pays. D'après les estimations, environ 3,2 millions de personnes seraient gravement touchées à la fois par la contraction des disponibilités et par les difficultés d'accès à la nourriture. Les besoins de secours alimentaires d'urgence sont évalués à 208 000 tonnes de céréales, de maïs essentiellement. Les distributions de vivres ont déjà commencé; 500 000 personnes en bénéficient à l'heure actuelle et ce chiffre devrait être porté à 3,2 millions d'ici décembre. Jusqu'à présent, les contributions des donateurs couvrent les besoins d'aide alimentaire.

Les prix du maïs, denrée de base du pays, ont fléchi par rapport aux niveaux records enregistrés en mars, mais dépassent encore ceux de l'an dernier, conséquence de la réduction des approvisionnements. Face au déficit de maïs estimé à 575 000 tonnes, le gouvernement a déjà décidé d'importer 250 000 tonnes par le biais de l'Organisme national de réserve alimentaire (NFRA), ce qui permettra d'accroître les disponibilités et de contenir les flambées des prix. Des importations transfrontalières substantielles et informelles de maïs en provenance de la Tanzanie et du Mozambique ont également contribué à stabiliser les prix. Le gouvernement a annoncé la reprise de fourniture d'intrants agricoles, sous forme d'un "kit de démarrage" qui serait à nouveau distribué pour la prochaine campagne agricole. Ce programme, d'un montant de 14,9 millions de dollars E.-U. et destiné à trois millions d'agriculteurs, sera pris en charge par le gouvernement à hauteur de 1,5 million de dollars E.-U., étant entendu que le solde sera couvert par des donateurs.

En **Zambie**, en raison des pertes de récoltes provoquées par la sécheresse lors de la dernière campagne, près de 2,3 millions de personnes, soit environ un quart de la population, ont besoin d'une aide alimentaire. Dans la province méridionale, la plus éprouvée, 60 pour cent de la population nécessite des secours alimentaires d'urgence. Pour la seconde année consécutive, les récoltes céréalières ont été mauvaises et les expédients dont dispose la population ont atteint leurs limites. D'après les estimations, la production totale de maïs, denrée de base du pays, a diminué de 25 pour cent par rapport au volume réduit de l'an dernier.

Le déficit de maïs pour l'année de commercialisation 2002/03 (mai/avril) est estimé à 575 000 tonnes. Le gouvernement et des minotiers privés ont conclu un accord en juillet pour importer 350 000 tonnes de maïs hors taxes. Cet accord devrait éviter que des retards d'importations ne se produisent à nouveau cette année et ne se soldent par de graves pénuries. Les besoins d'aide alimentaire pour les personnes les plus touchées devraient s'établir à 174 000 tonnes. Des vivres sont actuellement distribués dans 39 des 72 districts du pays. Les contributions d'aide alimentaire en céréales suffisent pour le moment à couvrir les interventions prévues mais il faudra mobiliser une quantité supplémentaire de légumineuses et d'huile végétale ainsi que des ressources financières pour fournir des intrants agricoles pour la prochaine époque des semis, qui débutera à partir d'octobre.

En **Angola**, l'accord de cessez-le-feu signé entre l'UNITA et le gouvernement angolais en avril 2002 a révélé la souffrance des populations isolées dans les campagnes. Depuis lors, un grand nombre de personnes souffrant de malnutrition avancée se sont rendues dans des centres de réception et de transit; 500 000 d'entre elles seraient dans un état critique. Les taux de malnutrition les plus élevés ont été enregistrés dans les provinces de Bié, Uige, Huambo et Huila, mais les organismes d'aide humanitaire s'attendent à découvrir une situation similaire dans d'autres zones, maintenant accessibles grâce à l'amélioration de la sécurité.

D'après les estimations, 1,4 million de personnes, au total, auront besoin de secours alimentaires d'urgence au cours de la campagne de commercialisation 2002/03 (avril/mars). Ce chiffre englobe des ménages dans les zones les plus touchées par le conflit militaire, les familles des soldats de l'UNITA démobilisés vivant dans des camps répartis dans plusieurs secteurs, les familles déplacées ayant peu ou pas d'accès à la terre pour produire de la nourriture, un grand nombre de personnes vulnérables et des réfugiés rentrant des pays voisins. En juin 2002, une mission FAO/PAM a évalué que les besoins d'aide alimentaire représenteraient 221 000 tonnes de céréales, mais à la fin juillet, les contributions étaient loin de les couvrir. Il faudrait que les donateurs prennent d'urgence de nouveaux engagements afin d'éviter que les secours ne soient plus distribués. L'aide de la communauté internationale est également nécessaire pour remettre en état les routes et les ponts principaux avant le début des pluies à la mi-septembre. Le pays aura en outre besoin d'une aide substantielle pour mettre en œuvre un vaste programme de déminage.

Au **Mozambique**, en dépit des bons résultats de la production céréalière au niveau national, la situation alimentaire est extrêmement précaire dans les provinces méridionales et centrales, où les récoltes ont été dévastées par la sécheresse et où la production céréalière a en général baissé d'un tiers par rapport au volume, médiocre, de l'an dernier. Les populations ont épuisé leurs expédients, suite aux conséquences cumulées de plusieurs catastrophes naturelles – inondations/pluies excessives et cyclones principalement - qui ont frappé ces provinces au cours des trois dernières années. Pour la majorité des ménages, les autres sources de revenus (l'emploi en Afrique du Sud ou la vente de charbon, par exemple) sont limitées et se réduisent.

D'après les estimations, 515 000 personnes dans 43 districts des régions méridionales et centrales seraient victimes de graves pénuries alimentaires et auraient besoin de secours d'urgence. Ce chiffre représente moins de 3 pour cent de la population totale mais environ 15 pour cent des habitants des deux régions. La majeure partie des besoins d'aide alimentaire, estimés à environ 70 000 tonnes de céréales, devrait être principalement couverte par des importations, les coûts de transports prohibitifs interdisant le transfert de des zones excédentaires du nord vers celles, déficitaires, du sud. Le PAM distribue des secours alimentaires par le biais de programmes vivres-contre-travail dans 36 districts et de distributions générales dans les deux districts les plus éprouvés. Il faut mobiliser d'urgence de nouvelles contributions de donateurs afin d'éviter une rupture des approvisionnements céréaliers au cours des mois à venir.

En **Namibie**, la situation des disponibilités alimentaires est tendue, suite à la forte baisse de la production céréalière cette année. Le déficit céréalier, qui devrait être couvert par des importations commerciales,



s'élève à près de 156 000 tonnes en 2002/03 (mai/avril). Une évaluation de la vulnérabilité, récemment réalisée par le gouvernement, a révélé que 500 000 personnes, ayant engrangé de mauvaises récoltes, sont en situation d'insécurité alimentaire et ont donc besoin de secours d'urgence. Le gouvernement a sollicité l'aide de la communauté internationale.

Ailleurs, en Afrique australe, la situation des approvisionnements alimentaires est difficile au **Lesotho** et au **Swaziland**, où environ 445 000 et 140 000 personnes respectivement requièrent une aide alimentaire. Le PAM a commencé à distribuer des vivres dans les deux pays. Des intrants agricoles (semences et engrais, par exemple) sont également nécessaires de toute urgence afin de permettre aux familles d'agriculteurs affectés de relancer la production lors de la prochaine époque principale des semis qui débutera en octobre.

### **LES PERSPECTIVES DE RÉCOLTES ET D'APPROVISIONNEMENTS ALIMENTAIRES SE DÉGRADENT DANS CERTAINES RÉGIONS D'AFRIQUE DE L'EST**

En raison du retard de la saison des pluies et de longues périodes de sécheresse, les premières prévisions concernant les récoltes de 2002 sont peu encourageantes dans la majeure partie des pays de la sous-région. De graves pénuries alimentaires ont commencé à apparaître dans plusieurs zones de la sous-région, notamment en Érythrée, dans certaines zones de l'Éthiopie et au Kenya.

En **Érythrée**, les perspectives des récoltes de la campagne principale, en cours, sont pessimistes, du fait d'une longue et forte sécheresse. L'échec des pluies (courtes) de printemps, de mars à mai, a empêché de préparer la terre en vue des semis de la campagne principale ("kiremti") et de régénérer les pâturages. Une longue vague de sécheresse a ensuite régné en juin et juillet, mois importants pour les semis. Or, la situation des approvisionnements alimentaires est déjà précaire, compte tenu du grand nombre de personnes déplacées par le conflit avec l'Éthiopie, les conséquences de plusieurs années de sécheresses et du rapatriement permanent de réfugiés rentrant du Soudan voisin. On estime à plus d'un million le nombre de personnes auxquelles il faut fournir une aide alimentaire aujourd'hui. Le gouvernement et les organismes d'aide humanitaire continuent à être préoccupés par la lenteur de la réponse à l'appel commun interinstitutions des Nations Unies lancé pour 2002.

En **Éthiopie**, du fait de la sécheresse, une situation humanitaire alarmante se profile dans certaines régions, notamment dans les zones pastorales de l'est et du nord-est. Dans la région d'Afar, particulièrement touchée, une grande partie du cheptel a péri et les populations ont commencé à migrer à la recherche d'eau et de nourriture. Les récoltes de la campagne secondaire (belg), qui représentent jusqu'à 10 pour cent de la production céréalière annuelle, ont été en partie perdues. Le nombre de personnes ayant besoin d'une aide a augmenté, passant de 6,5 millions de personnes en avril 2002 à près de 8 millions aujourd'hui.

Au **Kenya**, l'arrêt précoce des pluies a terni les perspectives de la campagne principale des "longues pluies" de 2002. Les prévisions de récoltes, optimistes en début d'année, sont devenues moroses en raison de l'irrégularité des pluies, y compris dans certaines des principales zones de production de maïs dans la province de la vallée du Rift. De fortes pluies inhabituelles ont amélioré les perspectives des approvisionnements alimentaires dans plusieurs régions d'élevage touchées par la sécheresse. L'insécurité alimentaire persiste toutefois dans les districts de Mandera, de Moyale, dans les zones méridionales du fleuve Tana, à Pokot Ouest, à Koibatek, à Marakwet et à Baringo.

En **Somalie**, les prévisions des récoltes céréalières de la campagne principale "gu", en cours, sont en général favorables, en raison de l'adéquation des précipitations fin avril et début mai. On signale cependant de graves difficultés d'approvisionnements dans le nord de Gedo, à Garbaharay et à Burdhubo, secteurs touchés par plusieurs années de sécheresse et par l'insécurité. La reprise du conflit qui règne depuis des années et l'accès limité des organismes d'aide humanitaire à certaines zones suscitent de graves préoccupations. Dans le nord-ouest de la Somalie (Somaliland), la situation alimentaire empire dans les régions de Sool, de Sanag et de Nugal où la pluviométrie, inférieure à la moyenne, a été préjudiciable à l'agriculture et à l'élevage. Le maintien de l'embargo imposé par certains pays de la péninsule arabique sur les importations de bétail en provenance de l'Afrique de l'Est entretient une pénurie de devises et menace les moyens d'existence d'un grand nombre d'éleveurs.

Au **Soudan**, les premières prévisions de récoltes sont peu favorables car les précipitations, inférieures à la moyenne en mai et en juin, ont entravé la préparation des terres et les semis dans certaines zones. La campagne agricole est également désorganisée par les déplacements de population incessants dans le sud. La recrudescence récente du conflit qui sévit depuis plusieurs années aggrave la situation, déjà précaire, de

la sécurité alimentaire. Selon les estimations, trois millions de personnes déplacées, de victimes de la sécheresse et de populations vulnérables dans diverses régions du pays sont tributaires d'une aide alimentaire.

En **Tanzanie**, les premières estimations font état d'une nette augmentation de la production vivrière en 2002 par rapport à l'an dernier, et l'on signale que les prix du maïs sont en baisse. L'eau et le fourrage, disponibles en quantité suffisante, ont également amélioré la sécurité alimentaire de la plupart des éleveurs. On prévoit toutefois des pénuries alimentaires localisées dans certaines zones septentrionales durant la campagne de commercialisation 2002/03, suite à l'insuffisance des pluies courtes (vuli) et des pluies longues (masika).

En **Ouganda**, les perspectives s'annoncent en général bonnes pour la campagne principale de 2002 et la situation globale des approvisionnements alimentaires est satisfaisante. Les prix des récoltes sont stables et ont baissé par rapport à l'an dernier dans la plupart des cas, permettant ainsi aux ménages de se procurer plus facilement de la nourriture. La recrudescence du conflit et l'insécurité dans le nord du pays ont toutefois provoqué le déplacement d'un grand nombre de personnes qui sont venues grossir les rangs des autres PDI et des réfugiés. Dans l'ensemble, près de 1,5 million de personnes (déplacés et réfugiés principalement) bénéficient de l'aide alimentaire apportée par les organisations humanitaires.

### **LA SITUATION DES APPROVISIONNEMENTS ALIMENTAIRES S'AMÉLIORE DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS, MAIS DES DIFFICULTÉS SUBSISTENT EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**

En **République démocratique du Congo**, la persistance de la guerre civile continue à déplacer les populations rurales, ce qui aggrave la situation alimentaire, déjà tendue. Fin juillet, des rapports ont signalé qu'un grand nombre de personnes nouvellement déplacées étaient arrivées dans la ville de Kindu, fuyant les combats dans les régions environnantes, où l'on notait de graves pénuries alimentaires.

La situation alimentaire et nutritionnelle de plus d'un million de personnes déplacées à l'intérieur du pays est hautement préoccupante. La situation alimentaire est aussi précaire dans le reste du pays, notamment à Kinshasa, la capitale. Une enquête sur la consommation récemment effectuée par la FAO dans les zones pauvres et fortement peuplées de Kinshasa a fait état d'un taux élevé de déficit calorique et d'une grande insécurité alimentaire. L'étude montre également que la consommation de protéines est très faible dans ces zones. Le manque de pouvoir d'achat est le principal facteur de la baisse de consommation alimentaire.

Au **Burundi**, la situation alimentaire s'est encore améliorée grâce à la récolte satisfaisante de la seconde campagne de 2002. La production alimentaire globale devrait progresser de 4 pour cent par rapport à l'an dernier et de 6 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale avant la crise (1988-93). Les prix des denrées de base sont restés stables.

La production alimentaire atteint maintenant les niveaux précédant la crise, mais ne couvre toutefois pas les besoins croissants de la population. Le déficit alimentaire s'est creusé au cours des dernières années, notamment en termes d'équivalent céréales. Ce phénomène traduit l'augmentation de la production de racines, de tubercules et de la banane, et le recul de celle des céréales et des légumineuses. Compte tenu d'une série de sécheresses et de l'instabilité de la sécurité, les agriculteurs ont privilégié les récoltes résistantes au temps sec ou exigeant relativement moins de soins. Il faut encore fournir un volume substantiel de vivres aux populations vulnérables.

Au **Rwanda**, les récoltes de la seconde campagne de 2002, récemment engrangées, ont été satisfaisantes. L'abondance des pluies a été bénéfique aux racines, aux tubercules et à la banane mais ont fait baisser les rendements du sorgho et des haricots dans certaines zones. La situation alimentaire a continué de s'améliorer en raison de plusieurs bonnes récoltes, notamment dans les régions de moyenne et basse altitudes, précédemment touchées par la sécheresse.

Une aide alimentaire et non alimentaire a été fournie en quantité suffisante et en temps voulu aux populations victimes de graves inondations en avril et début mai dans l'ouest du pays. Il est toutefois nécessaire d'apporter un soutien à la remise en état de l'infrastructure des transports qui a subi des dégâts.

### **EN AFRIQUE DE L'OUEST, LES PERSPECTIVES DE RÉCOLTES SE SONT DÉTÉRIORÉES DANS CERTAINES ZONES EN RAISON D'UNE LONGUE PÉRIODE DE SÉCHERESSE**

Au **Sahel**, la longue vague de sécheresse qui a régné dans la majeure partie de la Gambie, de la Guinée-Bissau, de la Mauritanie et du Sénégal ont affecté les prévisions de récoltes et laissé peser de sérieux doutes sur les perspectives d'approvisionnements. Après les premières pluies début juin, la vague de sécheresse, qui est survenue de fin juin jusqu'à fin juillet, a été préjudiciable aux cultures en croissance. De nouveaux semis ont été effectués dans plusieurs zones, mais le potentiel de rendement a été très compromis. Au Cap-Vert, le retard des pluies a nui aux perspectives de maïs, d'ordinaire semé à partir de juillet. L'amélioration des prévisions dépendra fortement de la pluviométrie en août. En revanche, les conditions de végétation se sont améliorées dans les zones centrales et occidentales du Sahel, du fait de l'augmentation et de la meilleure répartition des pluies dans la majeure partie des régions agricoles du Burkina Faso, du Tchad, du Mali et du Niger.

Après les récoltes supérieures à la moyenne ou exceptionnelles obtenues au cours de la campagne agricole de 2001/2002 dans l'ensemble des pays du Sahel à l'exception de la Mauritanie, la situation globale des approvisionnements alimentaires est satisfaisante. Les ménages ont pu reconstituer des réserves qui étaient épuisées dans plusieurs pays. Il se pourrait cependant que certains segments de la population aient des difficultés à se procurer de la nourriture, le prix des céréales étant supérieur à la moyenne dans la majeure partie des pays. Cette forte montée des prix s'explique surtout par le niveau très faible des stocks de report céréaliers, les opérations des spéculateurs et le flux de produits alimentaires vers les pays voisins.

Au **Libéria**, face au regain des troubles intérieurs, le gouvernement a déclaré un état d'urgence le 8 février 2002, que le parlement a décidé de prolonger à la mi-mai pendant six mois. Les affrontements de plus en plus fréquents entre les forces gouvernementales et les rebelles dans le nord, le nord-est et le centre ont contraint plus de 120 000 personnes à se déplacer. Quelque 40 000 réfugiés libériens ont franchi la frontière de la Sierra Leone cette année et 37 000 se sont enfuis vers la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Ghana. La campagne agricole a été désorganisée et un grand nombre de personnes sont maintenant tributaires d'une aide alimentaire. À l'heure actuelle, le PAM vient au secours de près de 100 000 personnes dans l'ensemble du pays.

En **Mauritanie**, les sécheresses, le manque d'eau d'irrigation et la répartition irrégulière des pluies pendant la période de végétation 2001/02, conjugués à de violentes pluies et des températures froides inhabituelles pour la saison à la mi-janvier, ont conduit le pays sur le bord d'une crise alimentaire sans précédent. Suite aux estimations de production définitives publiées par les services statistiques nationaux, la production céréalière de 2001 devrait se chiffrer, au total, à 122 177 tonnes, soit une diminution de 32 pour cent par rapport à l'an dernier et un fléchissement de 27 pour cent par rapport à la moyenne. Les prix des céréales ont fortement augmenté sur la plupart des marchés. En avril, le PAM a lancé une opération d'urgence, d'un montant de 7,5 millions de dollars E.-U., en vue de fournir 16 230 tonnes de vivres à 250 000 personnes menacées par de graves pénuries alimentaires.

En **Sierra Leone**, la production céréalière de 2001 est estimée à 348 000 tonnes. La production rizicole devrait encore augmenter cette année, compte tenu de l'amélioration de la sécurité, de l'accroissement des semis effectués par les réfugiés et par les agriculteurs déplacés de retour au pays, ainsi que de meilleures conditions de distribution d'intrants agricoles. Afin de continuer à aider le pays, un appel commun interinstitutions des Nations Unies a été lancé fin 2001; cet appel comprend un volet sur l'agriculture composé de cinq projets proposés par la FAO pour contribuer au redressement de la production alimentaire, ce qui permettra ainsi de réduire la dépendance à l'égard de l'aide alimentaire. L'intensification du conflit au Libéria a provoqué un afflux de réfugiés libériens, mais aussi le retour au Libéria de près de 55 000 ressortissants de la Sierra Leone. Cette situation a accru les besoins d'aide alimentaire du pays.

En **Guinée**, de bonnes récoltes en 2001 et 2002 font que la situation des approvisionnements alimentaires est dans l'ensemble satisfaisante. Les marchés sont bien approvisionnés, sauf dans le sud-est où les fréquentes attaques de rebelles venus de Sierra Leone continuent à perturber le déroulement des travaux agricoles et des activités de commercialisation. La présence d'un grand nombre de réfugiés et l'instabilité persistante qui règne dans les pays voisins pèsent lourdement sur le pays. D'après l'UNICEF, 13 000 nouveaux réfugiés libériens au moins, dont 80 pour cent de femmes et enfants, ont pénétré dans le pays en mai et en juin. Les affrontements qui se sont produits dans le pays ou à proximité ont entraîné une hausse du nombre de personnes déplacées.

## **LE POINT SUR LES ANNONCES ET LES LIVRAISONS D'AIDE ALIMENTAIRE**

Les besoins d'importations céréalières devraient continuer à être élevés en Afrique subsaharienne en 2002 en raison de la baisse sensible de la production céréalière en Afrique australe résultant de la sécheresse, de la contraction prévue de la production en Afrique de l'Est et de l'augmentation du nombre de personnes déplacées par la recrudescence des conflits dans d'autres régions. Les dernières estimations du SMIAR concernant la production céréalière de 2001 et les besoins en matière d'importations et d'aide alimentaire en 2001/02 figurent dans le tableau II. Les besoins d'aide alimentaire sont estimés, au total, à 1,81 million de tonnes. Les annonces d'aide alimentaire pour 2001/02, y compris celles reportées de 2000/01, s'élèvent à 1,22 million de tonnes, dont 1,06 million de tonnes ont été déjà livrées.

### **DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRES**

La situation alimentaire en Afrique australe est particulièrement préoccupante et exige une action concertée afin de prévenir une famine de grande envergure. Des indices laissent clairement présager de graves pénuries alimentaires en Érythrée, dans certaines zones de l'Éthiopie et au Kenya, du fait de l'insuffisance des précipitations. La récente recrudescence des conflits au Libéria, en Somalie et dans certaines régions du Soudan et de l'Ouganda a entraîné le déplacement d'un grand nombre de populations rurales et l'insécurité continue à limiter la production vivrière dans plusieurs pays. Les perspectives de récoltes sont également peu encourageantes dans plusieurs pays du Sahel, notamment au Sénégal, en Gambie et en Guinée-Bissau.

Dans ce contexte, la communauté internationale devrait cibler son action sur les domaines d'intervention prioritaire suivants:

Premièrement, tous les efforts possibles doivent être déployés pour contenir la crise alimentaire en Afrique australe.

Deuxièmement, plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, touchés par des conflits et de mauvaises conditions météorologiques, continuent à avoir besoin d'une aide alimentaire, notamment l'Angola, le Burundi, la République démocratique du Congo, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, le Libéria, la Sierra Leone, la Somalie et le Soudan.

Troisièmement, compte tenu de perspectives alimentaires peu favorables, il faut d'ores et déjà prévoir une stratégie d'intervention en vue de fournir des secours alimentaires à plusieurs pays d'Afrique de l'Est et du Sahel, à savoir l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, le Sénégal, la Gambie et la Guinée-Bissau.

Quatrièmement, il faudra également fournir des intrants agricoles pour la prochaine campagne aux pays ayant enregistré une forte réduction de la production vivrière cette année (Malawi, Zambie, Zimbabwe, Lesotho et Swaziland).

## DEUXIÈME PARTIE : SITUATION PAR SOUS-RÉGION

La récolte des céréales secondaires de 2001/02 est pour ainsi dire terminée en Afrique australe. Dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est, les récoltes de la campagne principale sont en cours ou en terre. Les semis des cultures de la campagne principale ont toutefois été engagés en Éthiopie, en Érythrée et au Soudan. Les cultures de céréales secondaires arrivent à maturité dans certaines zones des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest ou parviennent au stade de la floraison ou de la grenaison dans certaines régions d'Afrique centrale. Dans les pays du Sahel en Afrique de l'Ouest, les céréales de la campagne principale viennent d'être semées.

Tableau I - Calendrier des cultures céréalières

Sous-région	Cultures céréalières	
	Semis	Récolte
Afrique de l'Est <sup>1/</sup>	mars-juin	août-décembre
Afrique australe	octobre-décembre	avril-juin
Afrique de l'Ouest		
- Régions côtières (première campagne)	mars-avril	juillet-septembre
- Région du Sahel	juin-juillet	octobre-novembre
Afrique centrale <sup>1/</sup>	avril-juin	août-décembre

<sup>1/</sup> À l'exception du Burundi, du Rwanda et de la République démocratique du Congo qui ont deux campagnes principales, et la Tanzanie, dont la campagne principale suit le calendrier des semis de l'Afrique australe. Pour le Soudan, les semis des céréales secondaires se font en juin-juillet et la récolte a lieu entre octobre et décembre.

En **Afrique de l'Est**, les premières prévisions concernant les récoltes de 2002 ne sont guère encourageantes car la pluviométrie est insuffisante dans la majeure partie de la région jusqu'à présent. En Érythrée, les perspectives pour la campagne agricole de cette année, qui vient juste de commencer, sont pessimistes en raison de l'échec de la saison des courtes pluies (azmera). La sécheresse qui a continué de régner au cours des premiers mois importants de la campagne principale (kiremti) a aggravé la situation. En Éthiopie, une forte sécheresse dans les régions d'élevage de l'est et du nord-est a gravement touché les éleveurs et fait périr un grand nombre de têtes de bétail. L'absence partielle de la saison des courtes pluies de la campagne secondaire (belg) et la persistance d'un temps sec durant les premiers mois de la campagne principale (meher) ont également terni les perspectives d'approvisionnements alimentaires. Au Kenya, les "longues pluies", dont la saison est en cours, ont été peu abondantes dans plusieurs zones, ce qui nuit aux prévisions de disponibilités alimentaires pour 2002/03. La situation des approvisionnements alimentaires est très alarmante dans les districts de Mandera, de Moyale, dans les secteurs sud du fleuve Tana, à Pokot Ouest, à Koibatek, à Marakwet et à Baringo. En Somalie, en revanche, les perspectives de la campagne principale ("Gu"), en cours, sont encourageantes. La persistance de l'insécurité et la recrudescence de la guerre civile dans certaines régions, qui s'accompagnent de déplacements de populations, sont sources de vives préoccupations. Au Soudan, les premières prévisions de récoltes sont ternes car les pluies sont en retard et le niveau de l'eau des principales rivières est bas, ce qui risque d'affecter les cultures irriguées. En Tanzanie et en Ouganda, la situation alimentaire est satisfaisante dans l'ensemble. Un grand nombre de personnes victimes de l'insécurité alimentaire sont cependant tributaires de la distribution de vivres en raison des troubles qui règnent par endroits (Ouganda) et de pertes de récoltes localisées (Tanzanie).

Les besoins d'importations céréalières des pays de la sous-région sont estimés, au total, à 4,1 millions de tonnes pour 2002. Les importations commerciales prévues devraient atteindre 3,1 millions de tonnes et les besoins d'aide alimentaire, un million de tonne. Le volume d'aide alimentaire annoncé au SMIAR fin juillet s'élevait à 0,5 million de tonnes, dont 0,45 ont déjà été livrées.

En **Afrique australe**, la récolte des céréales de la campagne principale 2002 est achevée. Les cultures ont souffert de la longue vague de sécheresse qui a sévi dans de vastes secteurs de la sous-région de janvier en mars, ou de la surabondance des pluies dans certaines zones. La production a baissé pour la seconde

année consécutive dans la majeure partie des pays, sauf en Afrique du Sud, au Mozambique et en Angola. La production de maïs, denrée de base de la sous-région, devrait s'élever à 13,6 millions de tonnes, volume à peine supérieur seulement à celui de 2001. Cette année, la sécheresse dans la sous-région n'a pas touché les principales zones de production en Afrique du Sud et la production de maïs devrait atteindre 9,09 millions de tonnes, soit 22 pour cent de plus que la faible récolte de l'an dernier. En revanche, au Zimbabwe, les conséquences conjuguées d'une sécheresse généralisée et d'une contraction des semis réalisés par le secteur commercial en raison des activités liées à la réforme foncière se sont traduites par un recul de la production de maïs, qui ne représente qu'un quart du niveau normal obtenu il y a deux ans. En Zambie, une longue vague de sécheresse dans cinq des neuf provinces a fait sensiblement baisser les rendements. La production de maïs est estimée à 606 000 tonnes, soit un fléchissement de 24 pour cent par rapport au volume, réduit, de 2001 et de 42 pour cent par rapport au niveau normal de 2000. Au Malawi, la production de maïs a reculé de 10 pour cent par rapport au résultat, médiocre, de l'an dernier, pour s'établir à environ 1,5 million de tonnes, en raison principalement du temps sec qui a sévi en février et mars, et de l'arrêt précoce des pluies en avril. La gravité des pénuries alimentaires en début d'année a parfois contraint la population à consommer du maïs vert avant la récolte, ce qui a également contribué au repli de la production. Le Swaziland, le Botswana et la Namibie, victimes eux aussi d'un temps sec, ont enregistré une réduction de la production de céréales secondaires. Au Lesotho, des pluies excessives à l'époque des semis, puis de la grêle et de la gelée, ont entraîné une baisse d'un tiers de la production de maïs par rapport au volume, déjà faible, de l'an dernier. Par contre, au Mozambique, la production de maïs a augmenté cette année de huit pour cent par rapport à l'année précédente, pour se chiffrer à 1,2 million de tonnes. La production a toutefois sensiblement diminué dans les provinces méridionales. En Angola, la production de mil et de sorgho a accusé un recul de six pour cent du fait du retard des pluies et des activités militaires, mais la production de maïs de la campagne principale est restée inchangée. À Madagascar, la surabondance des précipitations, suite au passage d'un récent, a nui au paddy de 2002 dont on doute aujourd'hui de la quantité et de la qualité de la récolte. La production de paddy devrait s'établir à 2,4 millions de tonnes, soit 200 000 tonnes de moins qu'en 2001.

Les besoins d'importations céréalières de la sous-région pour la campagne de commercialisation 2002/03 (mai/avril) devraient s'établir, au total, à 7,1 millions de tonnes. Étant prévu que les importations commerciales atteindront 4,7 millions de tonnes, 2,4 millions de tonnes devront être couverts au titre de l'aide alimentaire. Fin juillet, les annonces d'aide alimentaire communiquées au SMIAR s'élevaient à 300 000 tonnes.

En **Afrique de l'Ouest**, la saison des pluies dans les pays côtiers se déroule normalement jusqu'à présent, sauf en Guinée, en Sierra Leone et au Libéria où la pluviométrie a été inférieure à la moyenne jusqu'au début du mois de juillet. De plus, les travaux agricoles ont été perturbés au Libéria par la reprise du conflit depuis janvier, ce qui se traduira par une contraction de la production rizicole cette année. La production céréalière de 2001 pour les huit pays situés le long du golfe de Guinée (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Libéria, Nigeria, Sierra Leone et Togo) devrait être de l'ordre de 29,5 millions de tonnes, contre 29,4 millions de tonnes en 2000. Des récoltes d'un volume moyen, voire supérieur à la moyenne, ont été rentrées dans tous les pays côtiers, sauf au Ghana et en Sierra Leone.

Dans le Sahel, le temps sec qui a régné pendant plusieurs mois dans la majeure partie de la Gambie, de la Guinée-Bissau, de la Mauritanie et du Sénégal a dégradé les perspectives de récoltes et suscité de grandes inquiétudes sur les perspectives d'approvisionnements. Après les premières pluies de juin, une vague de sécheresse a sévi à partir de la fin du mois de juin et en juillet, ce qui a nui aux cultures en croissance. Des semis ont dû être réalisés à nouveau dans plusieurs zones mais le potentiel de rendements a été en général gravement compromis. Au Cap-Vert, les perspectives de maïs, semé d'habitude à partir de juillet, sont défavorables, en raison du retard des pluies. L'amélioration des prévisions dépendra fortement de la pluviométrie en août. En revanche, les conditions de végétation se sont améliorées dans les zones du centre et de l'est du Sahel, grâce à des précipitations plus abondantes et mieux réparties dans la majeure partie des régions agricoles de la Burkina Faso, du Tchad, du Mali et du Niger. Une grande partie des semis ont dû toutefois être effectués à nouveau.

D'après les estimations de production définitives publiées pour 2001 dans la plupart des pays membres du CILSS, la production totale de céréales (riz usiné compris) devrait atteindre près de 12 millions de tonnes, soit une augmentation d'environ 30 pour cent par rapport à 2000 et de 24 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Des récoltes exceptionnelles ont été enregistrées au Burkina Faso, en Gambie et au Niger, et la production a dépassé la moyenne au Tchad, au Mali et au Sénégal. Au Cap-Vert, la production a été inférieure à l'an dernier, mais toutefois supérieure à la moyenne.

Dans les pays riverains du Golfe de Guinée, la situation des approvisionnements alimentaires devrait continuer à être satisfaisante pendant toute la durée de la campagne de commercialisation 2002, à l'exception du Libéria, de la Guinée et de la Sierra Leone où la production et les activités de commercialisation se ressentent des troubles intérieurs, qu'il s'agisse des conflits actuels ou plus anciens. Dans le Sahel, la situation des disponibilités alimentaires devrait être stable jusqu'à la prochaine récolte qui débutera à partir d'octobre, sauf en Mauritanie où des milliers de personnes sont confrontées à de graves pénuries alimentaires. Ailleurs dans le Sahel, les agriculteurs ont pu reconstituer les stocks et les marchés sont bien approvisionnés. Certains segments de la population pourraient toutefois avoir des difficultés à se procurer de la nourriture en raison des prix des céréales, plus élevés que d'habitude dans la majeure partie des pays. Plusieurs zones internes aux pays risquent également de connaître des pénuries alimentaires et d'avoir besoin d'une aide, notamment au Cap-Vert, au Niger et au Sénégal. Des déficits localisés peuvent être couverts par des transferts de zones excédentaires ou par des opérations triangulaires.

Les besoins d'importations céréalières de la sous-région sont estimés à 7,4 millions de tonnes pour la campagne de commercialisation 2001/02. Les importations commerciales devraient représenter 7 millions de tonnes et les besoins d'aide alimentaire, 0,4 million de tonnes, essentiellement de blé et de riz.

#### SITUATION CONCERNANT LES ACRIDIENS

En ce qui concerne les criquets pèlerins, la situation est restée calme en juillet. La pluviométrie a été en général réduite dans les zones de reproduction d'été du Sahel en Afrique de l'Ouest, mais des ailés, en petit nombre, sont probablement présents dans quelques zones du sud-est de la Mauritanie et du nord du Mali. Lorsque les pluies s'intensifieront, des pontes à échelle réduite devraient se produire dans le sud de la Mauritanie, le nord du Mali et au Niger. Quelques criquets adultes éparés ont été signalés dans les zones de reproduction d'été au Soudan en juillet.

En **Afrique centrale**, des récoltes moyennes, voire supérieures à la moyenne, ont été engrangées en 2001 dans la majeure partie des pays, à l'exception de la République démocratique du Congo, touchée par des troubles intérieurs. À l'heure actuelle, les cultures bénéficient en général de bonnes conditions de croissance au Cameroun et en République centrafricaine. Toutefois, en République démocratique du Congo, le regain des combats dans la région de Pool (autour de Brazzaville, la capitale) fin mars a entraîné de nouveaux déplacements de population et perturbé le déroulement des travaux agricoles et des activités de commercialisation. En République démocratique du Congo, la persistance des affrontements se traduit par de nouvelles vagues de populations déplacées et par une augmentation de l'insécurité alimentaire. Fin juillet, il a été signalé que près de 350 personnes nouvellement déplacées étaient arrivées dans la ville de Kindu pour fuir les combats dans les zones environnantes, victimes de graves pénuries alimentaires.

Pour la campagne de commercialisation 2002, les besoins d'importations céréalières pour les sept pays de la sous-région devraient être de l'ordre de 826 000 tonnes et presque entièrement couverts par des importations commerciales.

Le tableau ci-dessous détaille, par région, les besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire de l'Afrique subsaharienne.

**Tableau II - Afrique subsaharienne: besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire par sous-région (en milliers de tonnes)**

Sous-région	Production 2001	2001/02 ou 2002		
		Besoins d'importations céréalières	Importations commerciales prévues	Besoins d'aide alimentaire
Afrique de l'Est	24 043	4 071	3 087	984
Afrique australe	19 402	4 340	3 989	351
Afrique de l'Ouest	38 811	7 368	6 965	403
Afrique centrale	2 849	826	749	77
<b>TOTAL</b>	<b>85 105</b>	<b>16 605</b>	<b>14 790</b>	<b>1 815</b>

**Tableau 1: Importations céréalières et besoins d'aide alimentaire en Afrique subsaharienne pour les pays dont la campagne commerciale 2002/03 a déjà commencé (en milliers de tonnes)**

Sous-région/ Pays	Campagne commerciale	Production céréalière en 2002 1/		Situation en 2002/03						
		Total	En % de la moyenne des 5 années précédentes	Besoins d'importations céréalières 2/	Importations commerciales prévues	Besoins d'aide alimentaire	Importations commerciales déjà réalisées ou négociées	Aide alimentaire		
								Engagements	dont: quantités livrées	Besoins d'aide alimentaire non couverts
Afrique de l'Est		4 549	114	570	450	120	-	9	2	111
Somalie	août/juil.	259	99	300	230	70	-	-	-	70
Tanzanie	juin/mai	4 290	115	270	220	50	-	9	2	41
Afrique australe		19 030	90	6 584	4 304	2 280	1 125	292	162	1 996
Afrique du Sud	mai/avril	549	104	725	504	221	-	88	62	133
Angola	avril/mars	25	132	266	266	-	-	-	-	
Botswana	avril/mars	54	34	338	191	147	-	7	7	140
Lesotho	avril/mars	1 812	97	315	308	7	5	15	2	
Madagascar	avril/mars	1 661	78	510	302	208	250	14	14	194
Malawi	avril/mars	1 715	108	642	592	50	43	41	41	9
Mozambique	avril/mars	69	63	156	156	-	-	-	-	-
Namibie	mai/avril	11 646	102	1 026	1 026	-	177	-	-	-
Swaziland	mai/avril	68	62	111	96	15	-	-	-	15
Zambie	mai/avril	744	72	626	401	225	350	17	17	208
Zimbabwe	avril/mars	687	31	1 869	462	1 407	300	110	20	1 297
<b>TOTAL</b>		<b>23 579</b>	<b>94</b>	<b>7 154</b>	<b>4 754</b>	<b>2 400</b>	<b>1 125</b>	<b>301</b>	<b>164</b>	<b>2 107</b>

1/ Y compris le riz en équivalent riz usiné.

2/ Non comprises les réexportations.



**Tableau 2: Importations céréalières et besoins d'aide alimentaire en Afrique subsaharienne en 2001/02 ou 2002 (en milliers de tonnes)**

Sous-région pays	Campagne commer- ciale	Production céréa- lière en 2001 1/		Importations de 2000/01 ou 2001			Situation en 2001/02 ou 2002						
		Total	En % de la moyen- ne des 5 années précédentes	Total	En % de la moyen- ne des 5 années précédentes	Aide alimentaire	Besoins d'importa- tions céréalières 2/	Impor- tations commer- ciales prévues	Besoins d'aide ali- mentaire	Imports commer- ciales déjà réali- sées ou négociées	Aide alimentaire		
											Enga- gements 3/	dont: quant. livrées	Besoins d'aide ali- mentaire non couverts
<i>Pays où la campagne commerciale 2001/02 ou 2002 n'est pas encore achevée</i>													
<b>Afrique de l'Est</b>		<b>19 879</b>	<b>111</b>	<b>5 433</b>	<b>163</b>	<b>1 759</b>	<b>3 292</b>	<b>2 494</b>	<b>798</b>	<b>992</b>	<b>405</b>	<b>317</b>	<b>395</b>
Burundi	janv./déc.	277	106	110	222	46	65	30	35	-	6	3	29
Comores	janv./déc.	6	100	46	103	-	46	46	-	13	-	-	-
Djibouti	janv./déc.	-	-	68	77	9	63	55	8	15	10	10	
Erythrée	janv./déc.	220	108	362	155	270	140	75	65	55	21	21	45
Ethiopie 4/	janv./déc.	8 827	105	883	142	845	300	125	175	11	140	67	35
Kenya	oct./sept.	3 205	122	2 060	160	348	1 080	810	270	344	111	111	159
Ouganda	janv./déc.	1 738	103	146	151	52	125	60	65	0.3	41	40	24
Rwanda	janv./déc.	252	125	175	71	31	190	150	40	-	16	16	24
Seychelles	janv./déc.	-	-	13	102	-	13	13	-	-	-	-	
Soudan	nov./oct.	5 354	121	1 570	243	158	1 270	1 130	140	555	60	49	80
<b>Afrique australe</b>		<b>2</b>	<b>100</b>	<b>290</b>	<b>108</b>	<b>-</b>	<b>248</b>	<b>248</b>	<b>-</b>	<b>91</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Maurice	janv./déc.	2	100	290	108	-	248	248	-	91	-	-	-
<b>Afrique de l'Ouest</b>		<b>38 811</b>	<b>109</b>	<b>9 549</b>	<b>150</b>	<b>378</b>	<b>7 368</b>	<b>6 965</b>	<b>403</b>	<b>2 030</b>	<b>253</b>	<b>186</b>	<b>153</b>
<b>Pays côtiers</b>		<b>27 310</b>	<b>104</b>	<b>6 833</b>	<b>160</b>	<b>176</b>	<b>5 236</b>	<b>5 022</b>	<b>214</b>	<b>1 485</b>	<b>118</b>	<b>108</b>	<b>98</b>
Bénin	janv./déc.	884	101	122	94	14	114	100	14	4	17	12	
Côte d'Ivoire	janv./déc.	1 363	111	1 421	188	6	1 025	1 020	5	172	5	5	-
Ghana	janv./déc.	1 525	93	535	118	54	461	372	89	185	36	34	53
Guinée	janv./déc.	763	106	427	114	33	331	300	31	13	27	27	4
Libéria	janv./déc.	94	82	204	98	16	210	180	30	7	8	8	22
Nigéria	janv./déc.	21 764	104	3 757	189	-	2 770	2 770	-	1 083	-	-	
Sierra Leone	janv./déc.	224	97	277	112	47	225	185	40	10	26	23	14
Togo	janv./déc.	693	104	91	70	6	100	95	5	14	-	-	5
<b>Pays sahéliens</b>		<b>11 501</b>	<b>124</b>	<b>2 716</b>	<b>130</b>	<b>202</b>	<b>2 132</b>	<b>1 943</b>	<b>189</b>	<b>545</b>	<b>135</b>	<b>78</b>	<b>55</b>
Burkina Faso	nov./oct.	3 071	128	236	139	19	171	148	23	11	12	12	11
Cap-Vert	nov./oct.	19	136	91	102	50	93	45	48	-	40	17	8
Gambie	nov./oct.	186	151	164	144	1	124	119	5	15	5	5	
Guinée-Bissau	nov./oct.	134	106	59	76	7	70	60	10	2	6	6	4
Mali	nov./oct.	2 597	117	115	102	7	90	85	5	28	1	1	4
Mauritanie	nov./oct.	103	73	328	109	33	318	281	37	161	23	14	15
Niger	nov./oct.	3 083	131	652	181	30	345	313	32	11	32	8	

Sénégal	nov./oct.	1 026	120	969	123	22	850	835	15	306	15	15	-
Tchad	nov./oct.	1 282	124	103	135	34	71	57	14	11	1	1	13
<b>Afrique centrale</b>		<b>2 849</b>	<b>99</b>	<b>997</b>	<b>49</b>	<b>75</b>	<b>826</b>	<b>749</b>	<b>77</b>	<b>162</b>	<b>63</b>	<b>61</b>	<b>15</b>
Cameroun	janv./déc.	1 242	101	387	146	6	300	298	2	53	2	2	
Congo, Rép. du	janv./déc.	4	100	197	148	34	125	110	15	58	2	2	13
Congo, Rép. dém. du	janv./déc.	1 429	96	250	99	29	250	198	52	24	53	52	-
Gabon	janv./déc.	32	103	82	103	-	88	88	-	20	-	-	-
Guinée équatoriale	janv./déc.	-	-	18	154	2	15	14	1	0.3	-	-	1
Rép. centrafricaine	janv./déc.	141	103	53	153	1	36	35	1	6	1	1	
Sao Tomé	janv./déc.	1	-	11	106	5	12	6	6	-	5	5	1
<b>Total partiel</b>		<b>61 541</b>	<b>109</b>	<b>16 269</b>	<b>151</b>	<b>2 212</b>	<b>11 734</b>	<b>10 456</b>	<b>1 278</b>	<b>3 275</b>	<b>721</b>	<b>564</b>	<b>563</b>
<i>Pays où la campagne commerciale 2002/03 a déjà commencé</i>													
<b>Afrique de l'Est</b>		<b>4 164</b>	<b>101</b>	<b>784</b>	<b>125</b>	<b>67</b>	<b>779</b>	<b>593</b>	<b>186</b>	<b>641</b>	<b>134</b>	<b>134</b>	<b>52</b>
Somalie	août/juil.	257	97	241	93	34	320	250	70	282	18	18	52
Tanzanie	juin/mai	3 907	102	543	147	33	459	343	116	360	116	116	-
<b>Afrique australe</b>		<b>19 400</b>	<b>87</b>	<b>4 077</b>	<b>96</b>	<b>422</b>	<b>4 092</b>	<b>3 741</b>	<b>351</b>	<b>3 697</b>	<b>366</b>	<b>366</b>	<b>6</b>
Afrique du Sud	mai/avril	10 331	85	1 790	96	-	1 226	1 226	-	1 396	-	-	
Angola	avril/mars	537	103	553	112	201	581	405	176	352	170	170	6
Botswana	avril/mars	12	32	255	120	-	267	267	-	267	-	-	-
Lesotho	avril/mars	81	42	228	118	3	181	178	3	178	3	3	-
Madagascar	avril/mars	1 939	104	395	240	26	205	198	7	101	29	29	
Malawi	avril/mars	1 834	86	39	23	27	125	118	7	110	7	7	-
Mozambique	avril/mars	1 632	107	427	132	156	684	550	134	550	134	134	-
Namibie	mai/avril	107	100	82	78	1	135	135	-	79	0.4	0.4	
Swaziland	mai/avril	83	67	87	120	-	78	77	1	77	1	1	-
Zambie	mai/avril	985	85	76	23	3	270	252	18	252	18	18	-
Zimbabwe	avril/mars	1 859	76	144	46	4	340	335	5	335	5	5	-
<b>Total partiel</b>		<b>23 564</b>	<b>90</b>	<b>4 861</b>	<b>100</b>	<b>489</b>	<b>4 871</b>	<b>4 334</b>	<b>537</b>	<b>4 338</b>	<b>501</b>	<b>501</b>	<b>58</b>
<b>TOTAL</b>		<b>85 105</b>	<b>103</b>	<b>21 130</b>	<b>135</b>	<b>2 701</b>	<b>16 605</b>	<b>14 790</b>	<b>1 815</b>	<b>7 613</b>	<b>1 221</b>	<b>1 064</b>	<b>621</b>

Note: Totaux calculés à partir de chiffres non arrondis.

1/ Y compris le riz en équivalent riz usiné.

2/ Non comprises les reexportations.

3/ La FAO a inclus toutes les contributions communiquées au SMIAR, qu'elles soient destinées à des distributions gratuites ou à la vente. Toutefois, il peut arriver que les gouvernements enregistrent une partie de l'aide alimentaire destinée à la vente sous la rubrique des besoins d'importations commerciales.

4/ Y compris les besoins des réfugiés.

**Tableau 3: Utilisation des excédents céréaliers en Afrique subsaharienne en 2001/02 ou 2002 (en milliers de tonnes)**

Sous-région pays	Besoins d'importations céréalières		Quantités disponibles pour l'exportation et/ou les achats locaux	dont: besoins excep- tionnels d'achats locaux	Quantités déjà achetées ou négociées			Excédents encore disponibles
	Blé et riz	Céréales secondaires			Achats locaux financés par des donateurs	Exportations		
						Commer- ciales	Opérations triangu- laires 1/	
<b>Afrique de l'Est</b>	<b>3 036</b>	<b>1 035</b>	<b>1 197</b>	<b>637</b>	<b>81</b>	<b>100</b>	<b>3</b>	<b>1 013</b>
Burundi	30	35	-	-	-	-	-	-
Comores	46	-	-	-	-	-	-	-
Djibouti	60	3	-	-	-	-	-	-
Erythrée	105	35	2	2	2	-	-	-
Ethiopie 2/	275	25	350	200	7	50	-	293
Kenya	680	400	110	100	20	-	1	89
Rwanda	25	165	-	-	-	-	-	-
Ouganda	60	65	85	5	5	-	-	80
Seychelles	7	6	-	-	-	-	-	-
Somalie	200	120	-	-	-	-	-	-
Soudan	1 180	90	500	300	21	50	-	429
Tanzanie	368	91	150	30	27	-	2	121
<b>Southern Africa</b>	<b>2 262</b>	<b>2 078</b>	<b>1 754</b>	<b>58</b>	<b>60</b>	<b>1 466</b>	<b>55</b>	<b>173</b>
Afrique du Sud	350	876	1 521	-	-	1 466	55	-
Angola	357	224	5	5	5	-	-	-
Botswana	70	197	-	-	-	-	-	-
Lesotho	53	128	3	3	3	-	-	-
Madagascar	192	13	2	2	2	-	-	-
Malawi	37	88	16	16	16	-	-	-
Maurice	228	20	-	-	-	-	-	-
Mozambique	552	132	162	12	12	-	-	150
Namibie	60	75	2	2	2	-	-	-
Swaziland	40	38	-	-	-	-	-	-
Zambie	68	202	43	18	18	-	-	25
Zimbabwe	255	85	-	-	-	-	-	-
<b>Afrique de l'Ouest</b>	<b>6 909</b>	<b>459</b>	<b>530</b>	<b>65</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>515</b>
<b>Pays côtiers</b>	<b>5 046</b>	<b>190</b>	<b>270</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>270</b>
Bénin	112	2	55	-	-	-	-	55
Côte d'Ivoire	1 020	5	10	-	-	-	-	10
Ghana	379	82	25	-	-	-	-	25
Guinée	325	6	-	-	-	-	-	-
Libéria	200	10	-	-	-	-	-	-
Nigéria	2 700	70	180	-	-	-	-	180

Sierra Leone	210	15	-	-	-	-	-	-
Togo	100	-	-	-	-	-	-	-
<b>Pays sahéliens</b>	<b>1 863</b>	<b>269</b>	<b>260</b>	<b>65</b>	<b>15</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>245</b>
Burkina Faso	170	1	100	20	-	-	-	100
Cap-Vert	53	40	-	-	-	-	-	-
Gambie	122	2	-	-	-	-	-	-
Guinée-Bissau	70	-	-	-	-	-	-	-
Mali	90	-	85	10	6	-	-	79
Mauritanie	290	28	-	-	-	-	-	-
Niger	175	170	30	10	6	-	-	24
Sénégal	825	25	5	5	3	-	-	2
Tchad	68	3	40	20	-	-	-	40
<b>Afrique centrale</b>	<b>743</b>	<b>83</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>
Cameroun	290	10	5	-	-	-	-	5
Congo, Rép. du	120	5	-	-	-	-	-	-
Congo, Rép. dém. du	190	60	-	-	-	-	-	-
Gabon	85	3	-	-	-	-	-	-
Guinée équatoriale	15	-	-	-	-	-	-	-
Rép. centrafricaine	33	3	-	-	-	-	-	-
Sao Tomé	10	2	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>12 950</b>	<b>3 655</b>	<b>3 486</b>	<b>760</b>	<b>156</b>	<b>1 566</b>	<b>58</b>	<b>1 706</b>

Note: Totaux calculés à partir de chiffres non arrondis.

1/ Se réfèrent aux pays d'approvisionnement.

2/ Y compris les besoins des réfugiés.

**Tableau 4 - Opérations triangulaires au bénéfice de l'Afrique subsaharienne en 2001/02 ou 2002(en milliers de tonnes)1/**

Donateur	Source d'approvisionnement	Pays bénéficiaires	Total par donateur
CE	Afrique du Sud	Angola (8.2)	8.2
ONG	Afrique du Sud	Kenya (0.3)	0.3
PAM	Kenya	Somalie (0.7),	13.2
	Afrique du Sud	Angola (3.1), Congo, Rép.dém. du (0.9), Madagascar (0.7),	
		Somalie (3.4), Tanzanie (4.4)	
<b>TOTAL</b>			<b>21.7</b>

1/ Sur la base des informations fournies au SMIAR par les donateurs à la fin de juillet 2002.

**Tableau 5: Excédents céréaliers exportables et besoins d'achats locaux en Afrique subsaharienne en 2001/02 ou 2002 ( en milliers de tonnes )**

Donateur	Pays bénéficiaires	Total par donateur
CE	Mali (0.8), Soudan (1.5)	2.3
Allemagne	Kenya (1.0), Malawi (1.5), Soudan (0.1)	2.6
Iran, Rép. Isl.	Niger (0.5)	0.5
ONG	Niger (2.4), Tanzanie (0.1)	2.5
Pays-Bas	Niger (0.7)	0.7
PAM	Angola (5.4), Tchad (0.4), Erythrée (1.7), Ethiopie (6.8), Kenya (18.8),	147.4
	Lesotho (3.0), Madagascar (2.3), Malawi (14.6)	
	Mali (5.1), Mozambique (11.8), Namibie (2.3),	
	Niger (2.5), Sénégal (3.1), Soudan (19.2), Tanzanie (26.7),	
	Ouganda (5.0), Zambie (18.4), Zimbabwe (0.3)	
<b>TOTAL</b>		<b>156.0</b>

1/ Sur la base des informations fournies au SMIAR par les donateurs à la fin de juillet 2002.

**Tableau 6: Excédents céréaliers exportables et besoins d'achats locaux en Afrique subsaharienne**  
**Situation actuelle (en milliers de tonnes)**

Sous-région / Pays	Excédents exportables		Besoins d'achats locaux	
	Total	déjà négociés	Total	déjà négociés
	<i>Pays où la campagne commerciale 2001/02 ou 2002 n'est pas encore achevée</i>			
<b>Afrique de l'Est</b>	<b>440</b>	<b>101</b>	<b>607</b>	<b>55</b>
Erythrée	-	-	2	2
Ethiopie	150	50	200	7
Kenya	10	1	100	20
Ouganda	80	-	5	5
Soudan	200	50	300	21
<b>Afrique de l'Ouest</b>	<b>465</b>	<b>-</b>	<b>65</b>	<b>15</b>
<b>Pays côtiers</b>	<b>270</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Bénin	55	-	-	-
Côte d'Ivoire	10	-	-	-
Ghana	25	-	-	-
Nigéria	180	-	-	-
<b>Pays sahéliens</b>	<b>195</b>	<b>-</b>	<b>65</b>	<b>15</b>
Burkina Faso	80	-	20	-
Mali	75	-	10	6
Niger	20	-	10	6
Sénégal	-	-	5	3
Tchad	20	-	20	-
<b>Afrique centrale</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Cameroun	5	-	-	-
<b>Total partiel</b>	<b>910</b>	<b>101</b>	<b>672</b>	<b>70</b>
	<i>Pays où la campagne commerciale 2002/03 a déjà commencé</i>			
<b>Afrique de l'Est</b>	<b>50</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Tanzanie	50	-	-	-
<b>Afrique australe</b>	<b>1 260</b>	<b>254</b>	<b>28</b>	<b>8</b>
Afrique du Sud	1 150	254	-	-
Angola	-	-	2	2
Lesotho	-	-	3	3
Malawi	-	-	3	3
Mozambique	100	-	20	-
Zambie	10	-	-	-
<b>Total partiel</b>	<b>1 310</b>	<b>254</b>	<b>28</b>	<b>8</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 220</b>	<b>355 1/</b>	<b>700</b>	<b>78</b>

Note: Totaux calculés à partir de chiffres non arrondis.

1/ Inclus 335 000 tonnes d'opérations commerciales et 20 000 tonnes d'opérations triangulaires.

**Tableau 7: Contributions d'aide alimentaire en céréales et opérations triangulaires et achats locaux au bénéfice de l'Afrique subsaharienne pour 2001/02 ou 2002**  
**Situation à la fin de juillet 2002 (en milliers de tonnes).**

Donateur	Blé	Riz	Céréales secondaires	Total céréales	dont: opérations triangulaires	Achats locaux
Chine	-	3.0	-	3.0	-	-
CE	30.6	9.2	23.1	62.9	8.2	5.6
dont:						
Communauté	19.3	3.9	0.1	23.3	8.2	2.3
Pays membres	11.3	5.3	23.0	39.6	-	3.3
Allemagne	-	0.1	12.3	12.4	-	2.6
Autriche	-	-	3.2	3.2	-	-
Belgique	-	1.9	-	1.9	-	-
France	3.3	-	2.0	5.3	-	-
Italie	-	3.3	-	3.3	-	-
Luxembourg	8.0	-	-	8.0	-	-
Pays-bas	-	-	5.5	5.5	-	0.7
Egypte	0.1	-	-	0.1	-	-
Iran, Rép. Islamique d'	-	-	-	-	-	0.5
Japon	-	195.9	3.0	198.9	-	-
Jamahiriya arabe libyenne(la)	4.3	4.3	-	8.6	-	-
ONG	0.6	-	5.4	6.0	0.3	2.5
Pakistan	-	1.1	-	1.1	-	-
Qatar	1.2	1.1	-	2.3	-	-
Etats-Unis	250.2	17.2	61.7	329.1	-	-
PAM	103.7	40.9	464.7	609.3	13.2	147.4
<b>TOTAL</b>	<b>390.7</b>	<b>272.7</b>	<b>557.9</b>	<b>1 221.3</b>	<b>21.7</b>	<b>156.0</b>

Note: Totaux calculés à partir de chiffres non arrondis.

**Tableau 8: Contributions d'aide alimentaire pour l'Afrique subsaharienne en 2001/02 ou 2002 par donateur et bénéficiaire (en milliers de tonnes)**

Donateur/Bénéficiaire	Total	livrées	Chine	CE	Japon	ONG	Etats-Unis	PAM	Autres
<b>Afrique de l'Est</b>	<b>539.3</b>	<b>450.9</b>	-	<b>13.7</b>	<b>37.2</b>	<b>0.3</b>	<b>153.5</b>	<b>334.6</b>	-
Burundi	5.9	2.9	-	2.7	-	-	-	3.2	-
Comores	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Djibouti	10.2	10.2	-	-	-	-	-	10.2	-
Eryhtrée	20.5	20.5	-	-	-	-	-	20.5	-
Ethiopie 1/	140.3	67.3	-	-	-	-	101.0	39.3	-
Kenya	111.0	111.0	-	-	-	0.3	35.0	75.7	-
Ouganda	40.9	39.5	-	-	-	-	4.3	36.6	-
Rwanda	16.4	16.4	-	-	-	-	-	16.4	-
Seychelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Somalie	18.1	18.1	-	-	-	-	5.5	12.6	-
Soudan	59.7	48.7	-	11.0	-	-	7.7	41.0	-
Tanzanie	116.3	116.3	-	-	37.2	-	-	79.1	-
<b>Afrique australe</b>	<b>366.4</b>	<b>366.4</b>	-	<b>24.5</b>	<b>86.0</b>	<b>3.2</b>	<b>110.7</b>	<b>142.0</b>	-
Afrique du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Angola	169.7	169.7	-	17.8	38.4	0.4	13.1	100.0	-
Botswana	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lesotho	2.8	2.8	-	-	-	2.8	-	-	-
Madagascar	28.6	28.6	-	5.4	9.9	-	7.3	6.0	-
Malawi	6.6	6.6	-	1.3	-	-	5.3	-	-
Maurice	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mozambique	133.7	133.7	-	-	34.7	-	85.0	14.0	-
Namibie	0.4	0.4	-	-	-	-	-	0.4	-
Swaziland	1.2	1.2	-	-	-	-	-	1.2	-
Zambie	18.4	18.4	-	-	3.0	-	-	15.4	-
Zimbabwe	5.0	5.0	-	-	-	-	-	5.0	-
<b>Afrique de l'Ouest</b>	<b>252.6</b>	<b>185.7</b>	<b>3.0</b>	<b>23.5</b>	<b>70.9</b>	<b>2.5</b>	<b>64.9</b>	<b>75.7</b>	<b>12.1</b>
<b>Pays côtiers</b>	<b>118.1</b>	<b>108.0</b>	-	-	<b>32.2</b>	<b>0.4</b>	<b>32.0</b>	<b>53.5</b>	-
Bénin	16.6	11.5	-	-	7.8	-	6.7	2.1	-
Côte d'Ivoire	4.6	4.6	-	-	-	-	-	4.6	-
Ghana	35.9	34.2	-	-	10.6	-	23.7	1.6	-
Guinée	26.7	26.7	-	-	13.8	-	-	12.9	-
Libéria	8.3	8.3	-	-	-	0.4	1.6	6.3	-
Nigéria	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sierra Leone	26.0	22.7	-	-	-	-	-	26.0	-



Togo	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Pays sahéliens</b>	<b>134.5</b>	<b>77.7</b>	<b>3.0</b>	<b>23.5</b>	<b>38.7</b>	<b>2.1</b>	<b>32.9</b>	<b>22.2</b>	<b>12.1</b>
Burkina Faso	12.3	11.9	-	0.4	8.0	0.1	3.8	-	-
Cap-Vert	39.7	16.5	-	20.6	5.4	-	13.0	0.7	-
Gambie	5.3	5.3	-	-	-	-	-	5.3	-
Guinée-Bissau	5.7	5.7	3.0	0.6	-	-	-	2.1	-
Mali	0.9	0.6	-	0.3	-	-	0.6	-	-
Mauritanie	22.5	13.7	-	-	8.8	-	7.7	6.0	-
Niger	32.1	8.0	-	-	7.2	2.0	7.8	3.0	12.1 1/
Sénégal	14.7	14.7	-	1.6	9.3	-	-	3.8	-
Tchad	1.3	1.3	-	-	-	-	-	1.3	-
<b>Afrique centrale</b>	<b>63.0</b>	<b>61.4</b>	<b>-</b>	<b>1.2</b>	<b>4.8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>57.0</b>	<b>-</b>
Cameroun	1.8	1.8	-	-	-	-	-	1.8	-
Congo, Rép.du	2.0	2.0	-	-	-	-	-	2.0	-
Congo, Rép.dém. Du	53.3	51.7	-	1.2	-	-	-	52.1	-
Gabon	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Guinée équatoriale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rép.centrafricaine	0.7	0.7	-	-	-	-	-	0.7	-
Sao Tomé	5.2	5.2	-	-	4.8	-	-	0.4	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 221.3</b>	<b>1 064.4</b>	<b>3.0</b>	<b>62.9</b>	<b>198.9</b>	<b>6.0</b>	<b>329.1</b>	<b>609.3</b>	<b>12.1</b>

1/ Y compris les besoins des réfugiés.

2/ Inclus 8.6 de Libye, 1.1 du Pakistan, 2.3 du Qatar, 0.1 d'Egypte.

## TERMINOLOGIE

**"Utilisation"**: Tous les éléments de l'utilisation du blé et des céréales secondaires sont exprimés en équivalent céréales. Pour le riz, tous les éléments sont exprimés en riz usiné. Les emplois non alimentaires comprennent les pertes après récolte, les semences, les aliments pour animaux, les utilisations industrielles pour toutes les céréales.

**"Perspectives défavorables de récoltes"**: La production risque d'être insuffisante du fait d'une réduction des superficies ensemencées et/ou de mauvaises conditions météorologiques, d'attaques de ravageurs, de maladies des végétaux ou d'autres calamités, de sorte que l'état des cultures devra être suivi de près.

**"Pénuries alimentaires exigeant une aide extérieure exceptionnelle"**: Pénuries alimentaires exceptionnelles, globales ou localisés, dues aux facteurs suivants : mauvaises récoltes, catastrophes naturelles, interruption des importations ou de la distribution, pertes excessives après récolte, autres problèmes d'approvisionnement et/ou accroissement de la demande alimentaire résultant de mouvements de population à l'intérieur du pays ou d'un afflux de réfugiés. En cas de pénuries exceptionnelles globales, une aide alimentaire exceptionnelle et/ou d'urgence peut être nécessaire pour couvrir le déficit, en tout ou en partie.

**"Assistance nécessaire pour la distribution des excédents locaux et/ou exportables"**: Aide extérieure nécessaire pour faire parvenir les excédents locaux exceptionnels aux régions déficitaires à l'intérieur d'un même pays ou dans un pays voisin.

**"Pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV)"** : Comprend tous les pays à déficit alimentaire ayant un revenu par habitant inférieur au seuil de référence de la Banque mondiale servant à déterminer les conditions d'octroi de l'assistance IDA (à savoir : 1 445 dollars E.-U. en 2000), qui, conformément aux directives et critères convenus par le CPA, devraient être prioritaires dans l'allocation d'une aide alimentaire.

Les appellations employées dans ce bulletin et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.